

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2007-11

DÉCISION

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 27 octobre 2008,
par Mme Valérie PECRESSE, députée des Yvelines

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 5 février 2007, par Mme Valérie PÉCRESSE, alors députée des Yvelines, de la réclamation de M. G.L., qui aurait été victime d'une dégradation de son véhicule provoquée par un motard escortant un convoi exceptionnel le 29 juin 2006.

La Commission a entendu le réclamant M. G.L. et pris connaissance de ses diverses demandes (plainte pénale, déclaration de sinistre) en relation avec le dommage subi.

La Commission a effectué diverses demandes auprès de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture aux fins d'identifier les motards composant l'escorte.

> LES FAITS

Le 29 juin 2006, en début d'après-midi, M. G.L. circule à bord de son véhicule sur la route des Deux-Plateaux (Yvelines) lorsqu'un premier motard (de la police ou de la gendarmerie), circulant en sens inverse, lui intime l'ordre de se rabattre sur la droite de la chaussée afin de permettre le passage d'un convoi exceptionnel transportant un engin de travaux publics. Compte tenu de la carrosserie basse de son véhicule, M. G.L. se contente de se déporter le long de la bordure de la route sans monter sur cette bordure, contrairement au véhicule 4X4 qui le précède. C'est alors qu'un second motard, parvenu à hauteur du véhicule et l'estimant sans doute insuffisamment rangé, aurait porté un coup violent en direction du rétroviseur (côté conducteur), qui s'est brisé en tombant sur le sol.

Après avoir constaté les dégâts occasionnés à son véhicule puis recueilli les coordonnées (malheureusement égarées depuis lors) d'un automobiliste témoin de la scène, M. G.L. s'est rendu au commissariat de Plaisir en vue d'y déposer une plainte pénale pour dégradation volontaire de véhicule (plainte ultérieurement classée sans suite). La facture de la réparation du dommage causé s'est élevée à une centaine d'euros, non remboursés par l'assurance en raison du montant de la franchise.

> DECISION

Après diverses vaines démarches auprès du procureur de la République de Versailles, la Commission s'est adressée à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture afin de pouvoir identifier le motard prétendument responsable d'un comportement contraire à la déontologie de la sécurité.

En réponse au courrier qui lui a été adressé, ledit directeur départemental a informé la Commission que la réglementation en vigueur rendait impossible toute recherche relative à l'identification de l'escorte. En effet, en application de l'article 13 d'un arrêté du 4 mai 2006, certains transports exceptionnels doivent faire l'objet d'un accompagnement avec escorte par les forces de l'ordre (gendarmerie ou police nationale). De tels convois circulent sous couvert d'un arrêté préfectoral. Valable pendant six mois, cet arrêté doit être conservé par le service instructeur du département de départ du convoi pendant un an à compter de la fin de validité. A l'issue de ce délai, l'arrêté est détruit par les soins du service (circulaire 98-5 du 19 juin 1998 relative au traitement des archives des services déconcentrés de l'équipement).

La réclamation portant sur des faits commis en juin 2006, la Commission se trouve donc dans l'impossibilité d'approfondir davantage ses investigations, d'autant plus que l'identité du transporteur demeure inconnue. Partant, la Commission décide de procéder au classement de cette réclamation.

Adopté le 9 février 2009.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS